

Délibération du Conseil Municipal

N° 11/110

Taxe d'aménagement

L'an deux mille onze le 7 novembre, le conseil municipal de la Ville de Valras-Plage, convoqué régulièrement, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Guy COMBES, Maire

Présents: Guy COMBES, Daniel BALLESTER, Frédérique CHAMBERT, Jean BARTHES, Florence TAILLADE, Francis IMBERT, Gisèle BOGGIANO-VERDIER, Jacques GRANIER, Chantal ROQUES, Louis CORBIERE, Micheline PERELLO, Pierre VILLENEUVE, Anne-Flore JOURDA, Rémy AURIAC, Monique JEANJEAN, Claude NEUMANN, Sarah FAURE

Absents ayant donné pouvoir: Marie-Claude BOUZIGUES (pouvoir à Guy COMBES), Annie DELON (pouvoir à Micheline PERELLO), Claude VILLENEUVE (pouvoir à Pierre VILLENEUVE), Jacques ANIORT (pouvoir à Monique JEANJEAN), Véronique RAMIREZ-RICARD (pouvoir à Frédérique CHAMBERT), Michel VALERO (pouvoir à Daniel BALLESTER)

Absents non représentés: Elisabeth SAURI, Corinne VALLES, Jean Louis TOUSTOU

Secrétaire de séance: Daniel BALLESTER

Date de la convocation: 31 octobre 2011

Monsieur le Maire expose au Conseil qu'une nouvelle taxe d'aménagement, créée par l'article 28 de la loi de finances rectificative pour 2010, remplacera progressivement, à partir de 2012, les 15 taxes et participations d'urbanisme versées par les constructeurs pour participer au financement d'équipements publics, et notamment la taxe locale d'équipement.

Le conseil municipal,

vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants,

décide à l'unanimité:

- de fixer le taux de la taxe d'aménagement, applicable au 1^{er} mars 2012, à 3.5 % sur l'ensemble du territoire communal,
- d'exonérer totalement, en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme:
 1. les logements sociaux: locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1^o de l'article L.331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2^o de l'article L.331-7
 2. dans la limite de 50% de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2^o de l'article L.331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L.31-10-1 du code de la construction et de l'habitation
 3. les locaux à usage industriel mentionnés au 3^o de l'article L.331-12,

dit que la présente délibération est valable pour une durée d'un an, et sera transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Guy COMBES

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, informe qu'en vertu du décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers, relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication/notification.

Reçu en sous-préfecture le 09/11/11

N° identifiant unique: 034-213403249-20111107-DCM11110-DE

Publié/notifié le 10/11/11